

autre façon. De plus, puisque c'est essentiellement le principe d'efficacité qui n'est pas respecté, on pourrait dire aussi bien que c'est toute la communauté qui est exploitée. Mais, en réalité, la notion d'exploitation ne convient plus ici. Elle implique une profonde injustice du système environnant et n'a pas grand-chose à voir avec l'inefficacité des marchés <sup>36</sup>.

Je terminerai en disant que, étant donné la place subordonnée du principe d'efficacité dans la théorie de la justice comme équité, les déviations inévitables par rapport à la perfection du marché ne sont pas graves. Le plus important, c'est qu'un système concurrentiel autorise le principe de libre association et de libre choix de l'emploi, dans le cadre d'une juste égalité des chances, et qu'il permette aux décisions des ménages d'orienter la production des biens de consommation privée. Une condition de base est la compatibilité entre l'organisation économique et les institutions de la liberté et de la libre association. Ainsi, si les marchés sont suffisamment concurrentiels et ouverts, la notion de justice procédurale pure offre des directives applicables. Elle semble plus réaliste que bien d'autres idéaux traditionnels, puisqu'elle vise expressément à coordonner la multiplicité des critères possibles en une seule conception cohérente et applicable:

#### 48. Attentes légitimes et mérite moral

Il y a, dans le sens commun, une tendance à croire que le revenu et la richesse et les bonnes choses dans la vie, d'une manière générale, devraient être répartis en fonction du mérite moral. La justice, c'est le bonheur selon la vertu. Bien que l'on reconnaisse que cet idéal ne peut jamais être complètement réalisé, il passe pour être la conception correcte de la justice distributive, du moins comme première approximation, et la société devrait essayer de le réaliser, dans la mesure où les circonstances le permettent <sup>37</sup>. Or la théorie de la justice comme équité rejette ce point de vue. Un tel principe ne serait pas choisi dans la position originelle; le critère correspondant semble ne pas pouvoir être défini dans cette situation. De plus, l'idée de répartition en fonction de la vertu ne parvient pas à faire la distinction entre mérite moral et attentes légitimes. Ainsi, il est vrai que des personnes et des groupes prenant part à une organisation juste acquièrent des droits les uns vis-à-vis des

autres, définis par les règles publiquement reconnues: certaines actions encouragées par les organisations existantes conduisent à certains droits et une juste répartition doit respecter ces droits. Un juste système doit donc répondre à des attentes auxquelles les hommes ont droit; il satisfait leurs attentes légitimes, fondées sur les institutions sociales. Mais ce à quoi ils ont droit n'est pas proportionnel à – ni dépendant de – leur valeur intrinsèque. Les principes de la justice qui gouvernent la structure de base et qui précisent les devoirs et les obligations des individus ne mentionnent pas le mérite moral et la répartition ne tend pas du tout à le refléter.

Cette affirmation découle de l'analyse précédente des préceptes du sens commun et de leur rôle dans la justice procédurale pure (47). Par exemple, une économie concurrentielle, en fixant les salaires, donne sa place au précepte basé sur la contribution. Mais, comme nous l'avons vu, l'étendue de la contribution (estimée par la productivité marginale) dépend de l'offre et de la demande. La valeur morale d'une personne, elle, ne varie pas en fonction du nombre d'individus offrant les mêmes talents ou cherchant à acheter les biens qu'elle produit. Personne ne suppose que, lorsque les qualités de quelqu'un sont moins recherchées ou se sont détériorées (dans le cas des chanteurs par exemple), son mérite moral subit une semblable dégradation. Tout ceci est parfaitement évident et reconnu depuis longtemps <sup>38</sup>. Cela reflète simplement le fait, noté plus haut (§ 17), que l'un des points fixes de nos jugements moraux est que nul ne mérite sa place dans la répartition des atouts naturels, pas plus qu'il ne mérite sa place de départ dans la société.

En outre, aucun des principes de la justice ne vise à récompenser la vertu. Les suppléments de salaire gagnés grâce à des talents naturels rares, par exemple, doivent couvrir les frais de formation et encourager les efforts d'apprentissage ainsi qu'orienter les capacités là où elles sont le plus utiles à l'intérêt commun. La répartition qui en découle n'est pas liée à la valeur morale, puisque les dons initiaux de la nature et les contingences de son développement dans l'enfance sont arbitraires d'un point de vue moral. Le précepte qui, intuitivement, semble se rapprocher le plus de la récompense du mérite moral est celui de « à chacun selon son effort » ou peut-être encore mieux « à chacun selon son effort consciencieux » <sup>39</sup>. Cependant, à nouveau, il semble clair que l'effort qu'un individu est désireux de faire est influencé par ses capacités et ses talents naturels ainsi que par les possibilités qui s'ouvrent à lui. Les mieux doués ont plus de chances,

toutes choses égales par ailleurs, de faire un effort consciencieux et il semble qu'il n'y ait pas moyen de ne pas tenir compte de leur avantage sur les autres. L'idée de récompenser le mérite n'est pas réalisable. Et il est certain que, dans la mesure où on insiste sur le précepte basé sur le besoin, on ne tient pas compte de la valeur morale. La structure de base ne tend pas non plus à équilibrer les préceptes de justice de façon à réaliser en secret la correspondance souhaitée. Elle est gouvernée par les deux principes de la justice qui définissent des buts entièrement différents.

On peut arriver à la même conclusion d'une autre façon. Dans les remarques précédentes, la notion de mérite moral distinct des droits d'un individu basés sur ses attentes légitimes n'a pas été expliquée. Définissons alors cette notion et montrons qu'elle n'a pas de relation avec celle de répartition. Nous n'avons qu'à considérer une société bien ordonnée, c'est-à-dire une société où les institutions sont justes et où cela est publiquement reconnu. Ses membres ont aussi un sens très fort de la justice, un désir efficace de respecter les règles existantes et de s'accorder les uns aux autres ce à quoi ils ont droit. Dans ce cas, nous pouvons dire que tout le monde a la même valeur morale. Nous avons maintenant défini cette notion au moyen du sens de la justice, du désir d'agir en accord avec les principes qui seraient choisis dans la position originelle (§ 72). Mais il est évident que, comprise de cette façon, l'égalité de la valeur morale des individus n'entraîne pas une répartition égale. Chacun doit recevoir ce que, d'après les principes de la justice, il a le droit de recevoir et ceux-ci n'exigent pas l'égalité.

Le point essentiel est que le concept de valeur morale ne fournit pas un principe premier de justice distributive. Cela vient de ce qu'il ne peut pas être introduit tant que les principes de justice, d'obligation et de droits naturels n'ont pas été reconnus. Quand ces principes sont disponibles, on peut définir la valeur morale par le fait d'avoir un sens de la justice; et, comme je l'examinerai plus loin (§ 66), les vertus peuvent être considérées comme des désirs ou des tendances à agir conformément aux principes correspondants. Ainsi, le concept de valeur morale est secondaire par rapport à ceux du droit et de la justice et il ne joue aucun rôle dans la définition de la répartition. La relation est comparable à celle qui existe entre le droit de propriété et le droit pénal concernant le vol. Ce délit et la condamnation qu'il mérite présupposent l'institution de la propriété qui est établie en fonction de buts

sociaux premiers et indépendants. En effet, une société qui voudrait organiser elle-même avec pour but et principe premier de récompenser le mérite moral serait comme une société qui voudrait instituer la propriété afin de punir les voleurs. Ainsi, dans la position originelle, on ne choisirait pas le critère « à chacun selon sa vertu ». Puisque les partenaires souhaitent favoriser leurs conceptions du bien, ils n'ont pas de raison d'organiser leurs institutions de façon à ce que la répartition soit déterminée par le mérite moral, même s'ils pouvaient trouver un critère indépendant pour la définition.

Dans une société bien ordonnée, les individus acquièrent des droits à une partie de la production sociale quand ils font certaines actions encouragées par l'organisation existante. Les attentes légitimes qui apparaissent sont, pour ainsi dire, l'autre aspect du principe d'équité (*fairness*) et du devoir naturel de justice. En effet, de même que l'on a le devoir de défendre une organisation juste et l'obligation d'apporter sa contribution quand on y a accepté une place, de même une personne qui a respecté le système et rempli ses obligations a le droit d'être traitée de manière correspondante par les autres. Ils doivent satisfaire ses attentes légitimes. Ainsi, quand existe une juste organisation économique, les revendications des individus sont arbitrées de manière adéquate en se référant aux règles et aux préceptes (avec leurs poids respectifs) que ces pratiques considèrent comme pertinents. Comme nous avons vu, il n'est pas correct de dire qu'une juste répartition récompense les individus en fonction de leur valeur morale. Mais, ce que nous pouvons dire, c'est que, selon l'expression traditionnelle, un système juste donne à chaque personne son dû, c'est-à-dire attribue à chacun ce à quoi il a droit d'après les indications du système lui-même. C'est ce que les principes de la justice pour les institutions et pour les individus établissent comme étant juste (*fair*).

Or il faudrait remarquer que, même si les revendications d'une personne sont régies par les règles existantes, nous pouvons encore faire une distinction entre avoir droit à quelque chose et le mériter, cette fois au sens ordinaire, et non plus moral<sup>40</sup>. Par exemple, après un match, on dit souvent que l'équipe qui a perdu méritait de gagner. On ne veut pas dire par là que les gagnants n'ont pas droit au titre de champion ou à tout ce qui revient au vainqueur. On veut dire, plutôt, que l'équipe perdante a manifesté à un plus haut degré l'adresse et les qualités exigées par le jeu et que l'exercice donne au sport son attrait. C'est pourquoi vraiment

les perdants méritaient de gagner et ont perdu à cause de la malchance, ou pour d'autres contingences. Ainsi, même la meilleure organisation économique ne conduira pas toujours aux résultats désirés. Les droits que les individus obtiennent effectivement différent inévitablement plus ou moins par rapport à ce qui est prévu par le système. Certains qui se trouvent dans des situations privilégiées, par exemple, peuvent ne pas avoir à un plus haut degré que les autres les qualités et les aptitudes souhaitées. Tout ceci est bien évident. Même si nous pouvions effectivement distinguer entre les droits que l'organisation exige de nous, nous demandons de respecter, en fonction des actes des individus et de l'évolution du contexte, et les droits qui auraient résulté de circonstances plus idéales, rien de ceci n'implique que la répartition doive se faire en fonction de la valeur morale. Même dans le meilleur des cas, la répartition et la vertu ne tendent pas à coïncider.

Sans doute, certains pourront continuer à affirmer que la répartition devrait s'accorder avec la valeur morale, du moins dans la mesure de ce qui est réalisable. Ils peuvent penser que, sauf dans le cas où les plus favorisés ont une valeur morale supérieure, le fait qu'ils jouissent de plus d'avantages est un affront à notre sens de la justice. Or, cette opinion peut venir du fait que l'on pense que la justice distributive est en quelque sorte l'inverse de la justice punitive (*retributive*).<sup>\*</sup> Il est vrai que, dans une société relativement bien ordonnée, ceux qui sont punis pour avoir enfreint de justes lois ont normalement fait quelque chose de mal. Ceci vient de ce que le but du droit pénal est de faire respecter les devoirs naturels de base, ceux qui nous interdisent de nuire aux autres dans leur vie et leur être, ou de les priver de leur liberté et de leur propriété; et les peines doivent servir à cette fin. Elles ne sont pas simplement un système de taxes et de charges qui donnent un prix à certaines formes de conduite et qui ainsi guident le comportement des hommes pour leur avantage mutuel. Il vaudrait infiniment mieux que les actes interdits par le code pénal ne fussent jamais commis.<sup>41</sup> Mais la tendance à commettre de tels actes est la marque d'un caractère mauvais, et, dans une société juste, les peines légales ne seront infligées qu'à ceux qui montrent de tels défauts.

\* La justice punitive (*retributive justice*) est la partie de la justice corrective ou réparative qui, selon Aristote, s'applique aux délits (*Éthique à Nicomaque*, chap. V, par. 5, 1131.a) (*N.d.T.*).

#### 49. COMPARAISON AVEC DES CONCEPTIONS MIXTES

Il est clair que la distribution<sup>\*</sup> des avantages socio-économiques est entièrement différente. Celle-ci n'est pas une sorte de symétrie inverse du droit pénal, au sens où, de même que celui-ci punit les délits, l'autre récompenserait la valeur morale.<sup>42</sup> La fonction d'une répartition inégale est de couvrir les frais d'éducation et de formation, d'attirer des individus à des places et dans des associations où ils sont le plus nécessaires d'un point de vue social, et ainsi de suite. Dans la mesure où chacun accepte la justesse des motivations orientées vers le moi ou vers le groupe, et commandées bien entendu par un sens de la justice, chacun décide de faire ce qui s'accorde le mieux avec ses buts. Les différences de salaires et de revenus des gratifications accompagnant certains postes sont là simplement pour influencer ces choix, de manière à ce que le résultat s'accorde avec l'efficacité et la justice. Dans une société bien ordonnée, il n'y aurait pas besoin de droit pénal sauf dans la mesure où le problème de la confiance le rendrait nécessaire. La question de la justice pénale appartient, pour la plus grande partie, à la théorie de l'obéissance partielle, tandis que l'analyse de la répartition appartient à la théorie de l'obéissance stricte et ainsi à l'examen du système idéal. Se représenter la justice distributive comme la justice punitive comme les symétriques inverses l'une de l'autre est une erreur complète et suggère une base morale de la répartition qui n'existe pas.

#### 50. Comparaison avec des conceptions mixtes

Alors que j'ai souvent comparé les principes de la justice avec l'utilitarisme, je n'ai rien dit jusqu'à présent des conceptions mixtes. Elles-ci sont définies, comme nous l'avons vu, en substituant le principe d'utilité moyenne et d'autres critères au second principe de la justice (§ 21). Il faut à présent que j'examine ces solutions possibles, d'autant plus que certains peuvent les trouver plus raisonnables que les principes de la justice qui semblent, à première vue, imposer des exigences assez strictes. Mais il faut tout d'abord souligner le fait que toutes les conceptions mixtes admettent le premier principe et donc reconnaissent la place primordiale des

\* Ici *distribution* a été traduit par *distribution* à cause de l'allusion précise à la justice distributive et à sa comparaison avec la justice punitive, et non comme leurs par répartition (*N.d.T.*).